

# LE RASSEMBLEMENT NOVATEUR DES COMMUNISTES ET L'ÉLECTION DE DÉPUTÉS DES LUTTES

Paul Boccara

Lors de l'émission « Questions à domicile » avec Georges Marchais, alors que Philippe Herzog insistait sur une autre construction européenne en liaison avec les luttes sociales et les besoins populaires et nationaux, M. Colombani, avec une naïveté feinte lui a demandé : « mais pourquoi donc les Français sont-ils persuadés que vous êtes contre toute construction européenne et ne croient pas que vous proposez une autre construction de la Communauté ? ».

## Rassembler dans les luttes pour construire autrement et autre chose

Un des éléments de réponse pourrait consister à aligner tous les titres du « Monde », par exemple, certes peu nombreux sur les positions du PCF à propos des élections européennes, depuis le tout début de notre campagne. C'est : ils sont « contre », ils « dénoncent », ils « rejettent », ils « refusent », etc.

Cela montre à quel point les positions réelles des communistes et leur novation hardie, correspondant à la recherche d'une pratique politique nouvelle, gênent ceux qui soutiennent les forces opposées aux changements réels en faveur de tous les travailleurs.

C'est dire combien nous devons nous acharner à montrer que la critique des méfaits de ce qui déjà, est en cours et des dangers à venir du Marché unique des capitaux financiers, contre l'emploi et les conditions de vie des Français et de tous les peuples européens, est liée, pour nous, du début à la fin (et non dans une phrase finale de principe) à des propositions concrètes convergentes pour rassembler largement.

Il s'agit de rassembler ceux qui prendraient conscience des risques, mais ne verraient pas la possibilité de s'y opposer et risqueraient de s'abstenir ; ou encore ceux qui ont de légitimes aspirations à d'autres relations européennes et peuvent céder soit à des promesses dont ils doutent pourtant, soit aux illusions du prétendu moindre mal.

La crédibilité des diverses propositions de la liste communiste réside dans leurs liaisons avec les luttes rassembleuses, tendant à être majoritaires sur tel ou tel point, comme celle des infirmières, des enseignants, des étudiants, des cheminots, des postiers, etc., en France et dans la Communauté, dans les entreprises et les services publics, les localités et les régions.

Ce n'est pas pour rien que Georges Marchais a déclaré, le 20 mai au banquet de solidarité avec les 10 de Renault : « le seul moyen de faire face à cette attaque gigantesque et d'affirmer la nécessité d'une construction européenne différente, favorable aux hommes et non aux puissances d'argent, c'est de voter le 18 juin pour la liste de rassemblement présentée par le Parti communiste ».

## Les mesures pour les capitaux financiers contredisent les appels électoralistes sur l'emploi et les droits sociaux

Les médias font en règle générale silence sur les explications de Ph. Herzog et des communistes sur l'opposition à l'emploi et aux conditions de vie des salariés, des mesures favorisant le capital financier, ses spéculations et ses exportations (notamment aux Etats-Unis) sa mise en concurrence sauvage des salariés

en Europe. Mais ils cachent aussi les possibilités de faire autrement, avec une autre utilisation des fonds et une autre économie mixte, où le secteur public permettrait d'impulser des critères d'efficacité sociale des fonds, en liaison avec la taxation de la spéculation et des exportations de capitaux, l'abaissement de taux d'intérêt pour l'emploi, en France et en concertation dans la Communauté européenne, à partir des exigences des luttes et du progrès des peuples européens. Pour Fabius, c'est simple, faire autrement que ce qu'il propose en Europe en accord avec la droite, c'est être contre l'Europe. Cela lui permet de fuir le débat démocratique.

Nos efforts de critique et de rassemblement constructif sont contrés de deux façons dans les médias. D'une part, au nom des impératifs sans alternative de la coordination européenne, l'alignement des mesures financières proposées par les gouvernements et la Commission de Bruxelles sur les exigences des capitaux financiers dominants de la RFA, des Etats-Unis, du Japon et de leurs collaborateurs des groupes français, est présenté comme la seule attitude possible.

D'ailleurs, à l'entente des responsables gouvernementaux et européens du PS avec leurs homologues de la droite de la RFA, correspond l'extrême difficulté de la différenciation du PS avec les positions européennes de la droite en France. D'autre part, on fait écho aux appels électoralistes des mêmes ministres et responsables socialistes aux syndicalistes, aux sociaux-démocrates européens, à « l'euro-gauche » pour renforcer leurs pouvoirs, à partir des dangers qu'ils attisent eux-mêmes et sous prétexte de s'opposer aux méfaits

La Commission européenne et le Conseil des ministres veulent octroyer une charte des droits sociaux qui, sous prétexte de rassurer, risque d'ouvrir la voie à la généralisation des minima les plus bas au lieu des progrès de tous vers le haut. Nous pourrions lui opposer un appel à la concertation de toutes les forces du travail pour élaborer elles-mêmes un projet de droits fondamentaux progressifs, pas seulement sociaux, mais aussi démocratiques aux plans économique et politique. Nous pouvons chercher à organiser en permanence la concertation de ces forces du travail et de la création à partir des rapprochements de luttes, sur tel ou tel dossier, en liaison avec les députés des luttes que nous appelons à élire, au lieu de faire coiffer le Parlement européen par des commissions techniques travaillées par des groupes de pressions financiers transnationaux. Ici aussi, les médias font le silence sur les initiatives concrètes du chef de file de la liste du PCF.

On peut citer par exemple la rencontre sur les Postes et Télécommunications dans la Communauté européenne avec des syndicalistes français, allemands, portugais et grecs (succédant à une rencontre antérieure avec des Britanniques et des Belges). Elle a opposé la coopération européenne entre secteurs publics et l'expansion des réseaux de communications publiques nouveaux, pour développer au maximum les potentiels de production et d'emploi dans toutes les régions et les activités bénéficiaires, à l'écrémage et aux transferts de valeurs au profit de capitaux financiers, via la privatisation et la rentabilisation des fonds privés, pillant les efforts publics au détriment de l'emploi.

D'ailleurs, le dirigeant du syndicat DGB allemand des Postes et Télécommunications dans l'Humanité vient de prononcer dans l'Europe, et notamment en Europe pour contribuer aux luttes contre la privatisation, l'italiens se retrouve avec nous. La « directive Santé » vient d'être rejetée au Parlement européen, par le vote des communistes des différents pays, des sociaux-démocrates allemands, des travaillistes anglais, des Verts.

Ainsi, tout en cachant les initiatives communautaires, vernementales, nationales et régionales, nous pouvons dire que les puissances financières qu'ils favorisent dans toutes leurs mesures gouvernementales, nationales et européennes ».

Quant on pense que Rocard ou que Fabius, qui soutiennent l'action monétaire et financière de P. Bérégovoy, ont participé à cette réunion, on mesure une fois de plus la capacité de démagogie de parti attrape-tout du PS, qui voudrait recommencer à l'échelle de l'Europe, ce qu'il a réussi temporairement en France.

Mais cet appel montre aussi les forces qui tendent à s'opposer à la politique menée contre les salariés d'une Europe effectivement organisée pour la finance privée.

## Pour la concertation et l'intervention de toutes les forces du travail en Europe sur des mesures favorisant les populations sans exclusion

La même alternative. Les politiques actuelles favorisent l'écrémage pour le profit financier transnational des atouts humains et des dépenses publiques (d'infrastructures, de recherche, d'aide aux entreprises, etc.) avec des créations d'emplois extrêmement réduites, des concurrences féroces favorisant le chômage massif et la précarité, de l'ouverture au chercheur. Mais on peut leur opposer le développement en coopération de l'emploi partout et pour tous, grâce à la démocratisation d'une nouvelle économie mixte et à l'intervention de tous les travailleurs sur les critères des fonds publics, du crédit et du secteur public pour l'efficacité sociale dans des concertations régionales, nationales et européennes nouvelles.

On peut proposer par exemple, la création en concertation dans tous les pays de la Communauté d'un véritable Service Public d'Insertion dans l'Emploi, concernant tous les chômeurs, les sans-travail et les précaires, du chercheur au plus démunis.

Ce service serait décentralisé au plan régional, géré avec la participation des syndicats, du système de formation, du système fiscal et de crédit. Il supprimerait le principe de « fin de droits » des chômeurs, pourrait doubler le montant du RMI en France et l'étendre jusqu'à l'âge de 20 ans. Ce Service Public d'Insertion offrirait sur ces bases soit emploi, soit formation adaptée à tous ceux susceptibles d'en bénéficier. Il inciterait à la création régionale d'emplois, en étant financé par la taxation des gâchis financiers des particuliers et des entreprises, de la spéculation, de l'exportation des capitaux, des profits obtenus contre l'emploi. Il mobiliserait aussi tous les fonds publics prélevant sur l'emploi aux plans régional, national et européen.

Une Communauté européenne du travail et de la création, de nations matures d'elles mêmes et associées, ouverte au reste de l'Europe, aux pays socialistes et au Tiers-monde, aux coopérations de toute l'humanité pour la paix et le développement contre les gâchis, les guerres économiques et le chômage massif, c'est aujourd'hui, ici, qu'elle peut commencer à se construire, autrement.

# COMMUNISME PAS MORT !

## Un débat vital

Ni pugilat artificiel ni « ronron » policé. Un débat dense, souvent rude et touffu, mais toujours décapant, révélateur, a marqué la confrontation publique organisée le 6 décembre dernier par Economie et Politique à la Maison de la Mutualité.

Philippe Herzog et Paul Boccara ont choisi d'affronter la guerre idéologique menée sur le thème de la « mort du communisme » - dont leurs interlocuteurs à la tribune, Jean Boissonnat et Jean Daniel sont parmi les vecteurs médiatiques principaux - en traitant sur le fond la nature des bouleversements en cours et les enjeux d'issue à la crise à l'Est et à l'Ouest.

Le débat n'a pas seulement contribué à alerter sur l'ampleur de l'attaque idéologique et la gravité de l'enjeu politique qui la motive. Il a aidé à mieux cerner les défis communs que les peuples doivent relever pour construire des sociétés socialistes modernes face au défi des nouvelles technologies : ceux de l'efficacité économique et sociale, ceux de la mixité public/privé des gestions, ceux de l'ouverture des économies sur des coopérations internationales exemptes de dominations.

### **MORT DU COMMUNISME ? OU CRISE D'UN TYPE DE SOCIALISME ?**

« Le besoin de révolutions socialistes nouvelles et originales pointe partout » montre Philippe Herzog en introduisant les débats. « Dans les pays capitalistes l'énorme effort pour une issue capitaliste à la crise n'aboutit pas. Le communisme futur y est en gestation avec la révolution



CHAQUE MOIS

**ECONOMIE  
&  
POLITIQUE**

informationnelle, les structures mixtes socialisées. Les luttes sont porteuses d'aspirations vivaces au changement de société (...). Dans les pays socialistes, le socialisme étatiste de rattrapage est en crise profonde. Ces sociétés se sont arrachées à l'arriération. Mais pour aller plus loin, M. Gorbatchev l'exprime avec courage, il faut rien moins qu'une autre révolution. Les dirigeants capitalistes perçoivent les risques de remise en cause de leur domination et aussi la vulnérabilité des forces populaires et des partis communistes. D'où l'offensive idéologique sur le thème de la « mort du communisme » et un considérable effort de pénétration culturelle à l'Est ».

Pour Jean Boissonnat, il y a « effondrement du communisme historique » parce que disparaissent ses « éléments constitutifs » : « le Parti-Etat ; la référence au marxisme-léninisme comme doctrine officielle ; la propriété publique des moyens de production ; la gestion centralisée de l'économie et la tutelle de l'URSS sur ses voisins. C'est une crise profonde du système ».

Paul Boccara considère que le matraquage médiatique sur « l'effondrement » ou « la mort » du communisme « n'est ni de l'information objective ni de l'esprit critique,

mais des communiqués de guerre totale ».

« On pourrait répondre comme Mark Twain : « *Messieurs les journalistes, la nouvelle de ma mort est exagérée* », ou comme Marx, après l'écrasement de la révolution ouvrière de 1848 et la proclamation de la mort du communisme : « *ce spectre qui continue à hanter l'Europe* »...

« En fait, poursuit-il, c'est un énorme contresens que de confondre la crise très profonde du système de socialisme de rattrapage étatiste et de guerre froide, avec une crise « du communisme ».

« Le communisme, c'est un idéal éthique et aussi une référence de l'analyse théorique chez Marx ; une analyse critique du capitalisme, pas du tout un dogme. Les sectes communistes hérétiques au Moyen-Age ce n'était pas le marxisme. Il y a longtemps que le PCF a proposé un socialisme sans parti unique, ni parti dominant, et rejette au nom de la laïcité l'idée de doctrine officielle. De même nous ne nous réclamons plus du marxisme-léninisme, mais du socialisme scientifique. Le marxisme-léninisme en URSS a été très largement dogmatique. La référence quasi-religieuse à Marx est

liée à l'arriération initiale de ces pays qui comptaient 80% d'analphabètes. Notre réponse ne doit pas être celle de croyants, mais une remise en cause critique. La critique marxiste de la révolution, ce n'est pas la destruction des acquis mais le dépassement des aliénations qui y sont liées. Ainsi en URSS la question est posée d'une nouvelle révolution, pour aller de l'avant, au-delà de l'ancien système lié à l'arriération : « *apprendre chez l'autre* », comme dit M. Gorbatchev, ça c'est marxiste, comme l'est la volonté d'ouverture pour construire une société socialiste supérieure et originale.

Le sens de cette remise en cause critique est occulté par les médias, comme le sont nos avancées créatrices marxistes en France, notamment sur les nouveaux critères de gestion marchands, opposés à la rentabilité financière ».

Jean Daniel se dit « très proche de l'exposé de Jean Boissonnat ». Il précise : « si vous voulez que je remplace l'idée d'effondrement du communisme par celle d'effondrement du modèle soviétique, je suis d'accord. J'ignorais qu'après avoir abandonné le stalinisme, vous abandonniez aussi le marxisme-léninisme : quel chemin ! Mais s'il s'agit de sauver le communisme indépendamment de l'échec de l'URSS, que reste-t-il à sauver ? Je n'ai jamais vu un anti-communisme aussi primaire et impitoyable pour la société soviétique que chez M. Gorbatchev ».

« Partons des questions concrètes et fondamentales », réplique Philippe Herzog. « Dans les pays capitalistes les peuples souffrent, luttent, aspirent à des changements de leurs conditions de vie. La formidable agression idéologique sur le thème de la mort du communisme, et donc de la fin de l'histoire, est une chape de plomb sur ceux qui luttent et espèrent, sur ceux qui cherchent des transformations de la société : il leur faudrait accepter le chômage, les inégalités, le Tiers Monde qui meurt... »

Quant aux pays qui ont conduit un énorme effort de voie non capitaliste, dans des sociétés arriérées avec

des bases agraires, qui ont des acquis historiques, des droits sociaux à égalité pour tous, qui ont réussi une industrialisation à marche forcée, il leur faudrait renoncer à aller de l'avant pour importer les solutions capitalistes, alors que c'est ce type de rattrapage étatique, cette expérience spécifique qui est en crise ».

Pour Paul Boccara, cette crise profonde du socialisme de rattrapage étatique comporte plusieurs aspects. « D'une part les retombées de la crise des pays capitalistes : d'une manière, par bien des aspects, analogue aux pays en voie de développement, c'est la baisse des prix des matières premières exportées, la hausse du prix des équipements importés et le poids de l'endettement ; en second lieu, cette crise a des aspects communs avec celle du capitalisme : le poids colossal des armements (les Etats-Unis y consacrent 7 à 8 % du PNB et l'URSS 15 à 17 % d'un PNB inférieur de moitié environ) et surtout l'impact des technologies de plus en plus coûteuses, qui ont mobilisé de plus en plus de capital matériel pour un même produit. Cette crise d'efficacité, que nous connaissons chez nous depuis les années 60 et qui a amené la crise actuelle du capitalisme, a été aggravée en URSS par les conditions du rattrapage étatique : les équipements dépassés n'étaient pas remplacés, d'où un gâchis d'anciennes technologies trop coûteuses ; tandis que chez nous, les énormes gâchis matériels et humains de la casse s'accompagnent d'une certaine modernisation et d'un renouvellement. Le marché, explique Paul Boccara, cela permet en effet l'objectivation, c'est-à-dire la comparaison d'un produit ou d'une machine à un autre, et la souplesse, c'est-à-dire le remplacement. Mais aussi, le capitalisme traite les hommes comme des objets et les jette, ce que nous refusons, tandis que nous ne voulons pas non plus conserver l'ancien, d'où la nécessité d'une maîtrise sociale du marché ».

« Cette crise fait que le rattrapage considérable effectué (en 1950 le PIB de l'URSS représentait moins du tiers de celui des Etats-Unis et 50 à 60 % en 1975) a commencé à pla-

fonner depuis 1975 et l'écart aurait même recommencé à se creuser. Tandis que les équipements sociaux et les biens de consommation faisaient dans les débuts des années 80 les frais de la relance des priorités à l'armement et à l'industrie lourde, se développaient sur ces bases l'économie parallèle et la corruption. C'est aussi le défi de décentralisation et de coopération internationale des nouvelles technologies ».

« Enfin le dernier aspect de crise est celui de la restructuration engagée elle-même, très aiguë de 1988 à 1990, qui est le fruit du conflit entre l'ancien mode de fonctionnement que l'on détruit et le nouveau qui se met en place sans encore bien fonctionner. »

Quant au capitalisme, Jean Boissonnat considère que « ce n'est pas un système : sa force tient à son aptitude à digérer les transformations qui le transforment lui-même ». Une dérobade idéologique qui vise à la fois à poser le capitalisme comme éternel et à cacher l'émergence en son sein d'éléments constitutifs d'un autre système allant vers le communisme. « Si un système s'adapte en restant ce qu'il est, il n'est plus ouvert, dit Paul Boccara. Or parce qu'il est ouvert, le capitalisme est mis en cause fondamentalement par les débuts de la révolution informationnelle, par la socialisation plus grande de l'économie mixte, avec les besoins de coopérations internationales dans les programmes de recherche ou les besoins de dépenses prédominantes pour la recherche et la formation ». D'où l'enjeu des luttes pour lier le développement des hommes et des coopérations véritables à d'autres critères d'efficacité sociale des fonds, chez nous comme pour les milliards d'hommes des pays en voie de développement.

### LES ENJEUX DE LUTTES COMMUNS

« Comment gérer ? Quels types de structures mixtes ? Quel système de coopération internationale ? » A chacune de ces questions cruciales pour tous les peuples, le capitalisme avance des solutions qui, tout en révélant de nouveaux besoins, vont à l'encontre de leurs aspirations au

progrès social, à la démocratie et à l'autogestion.

« Le mouvement communiste, dit Philippe Herzog, ce sont des luttes sociales et une théorie marxiste pour construire des solutions non capitalistes viables, et pour dépasser graduellement le capitalisme. Nous avons renouvelé notre conception du socialisme, c'est cet effort que nous voulons prolonger et enrichir ». La conquête des droits démocratiques autogestionnaires est un enjeu essentiel de luttes : « Quelle tromperie que de faire croire que la démocratie planerait au-dessus de tout, qu'il n'y aurait plus ni capitalisme, ni socialisme », poursuit-il. « Les droits démocratiques ont dû ici être conquis de haute lutte et ils sont menacés et très insuffisants. Car ici comme à l'Est, les peuples aspirent à des droits démocratiques autogestionnaires, à pouvoir développer leurs capacités d'intervention. Ils sont attachés à la représentation parlementaire, et à pouvoir circuler librement, mais ils veulent plus et autre chose ».

Un second enjeu commun concerne les modèles de gestion et les structures d'économie mixte. Paul Boccara en définit les termes : « les pays socialistes ont besoin d'éléments de marché pour réintroduire des facteurs de souplesse, de décentralisation, d'objectivité, au contraire de la commande administrative centralisée de leur économie, qui est une économie de secteur public, avec un environnement extérieur capitaliste.

Chez nous, l'environnement capitaliste est à l'intérieur même du pays et du secteur public. Mais le défi à relever est au fond le même : c'est celui d'une efficacité supérieure des services publics, en apprenant de la privatisation pour mieux la combattre et en opposant aux critères de rentabilité financière les critères d'efficacité sociale marchands que nous avons développés et qui n'ont pas pour but le profit, mais la Valeur ajoutée et même la Valeur ajoutée disponible pour les travailleurs et les populations, sur la base de l'efficacité des capitaux. C'est très différent du modèle social-démocrate d'économie mixte, qui est dominé par le privé, alors que nous proposons ainsi une prédominance sociale.



De même en URSS, les dirigeants communistes ne veulent pas créer un marché capitaliste, mais maîtriser ses éléments dans le cadre des choix socialistes, et pour faire avancer le socialisme ».

Répondant à Jean Daniel qui avait estimé que « s'il s'agissait d'injecter une dose sociale plus grande dans les économies mixtes, il était d'accord et qu'il n'y avait plus de débat », Paul Boccara précisait : « l'enjeu de l'économie mixte nouvelle que nous proposons pour la France n'est pas celui d'un dosage plus ou moins grand. C'est un bras de fer. Car il ne s'agit pas de solution magique, mais d'une transition : et selon qu'elle penche d'un côté ou de l'autre, le sens de cette transition n'est pas le même. D'autres critères de gestion que la rentabilité financière, c'est le début d'une révolution réelle, dans une construction mixte, conflictuelle, évolutive, c'est un combat ».

Quant aux conditions de coopérations internationales, Philippe Herzog montre à quel point l'intérêt des peuples de l'Est et de l'Ouest converge pour faire échec aux dominations capitalistes : « on dit vouloir aider ces pays, mais à quelles conditions ? A celles imposées par le capital. Les plans du FMI pour la Pologne et la Hongrie qui demandent que la loi garantisse le remboursement des prêts, qui refusent des moratoires sur les intérêts de la dette accumulée sont

des méthodes de forbans ! On ne peut accepter un type de coopérations qui fasse pression sur ces peuples et qui contribue chez nous à aggraver le dumping social et le chômage ; c'est ce que veulent les dirigeants capitalistes qui entendent notamment utiliser ces pays comme une zone de production à bas coûts salariaux pour réexporter ici et non frapper aux graves pénuries qui les frappent. Les peuples doivent intervenir pour des coopérations sans domination, pacifiques, d'intérêt mutuel pour l'emploi, la maîtrise technologique, le cadre de vie. Faisons converger les efforts pour progresser à l'Est, et ceux pour se défendre et changer à l'Ouest ».

### UNE IDENTITÉ COMMUNISTE CRÉATRICE

« Malgré la terrible sclérose stalinienne du marxisme, nous avons eu dans le dernier quart de siècle conserver une capacité autocritique, contribuer à une remise en mouvement du marxisme, engager d'importantes novations théoriques, formuler des propositions nouvelles » avait dit Philippe Herzog en ouvrant le débat. Pourtant c'est encore le stalinisme qui est appelé à la rescousse contre le PCF par Jean Boissonnat et Jean Daniel. « Ce procédé qui nie nos traditions originales, nos apports en France et au-delà, nos efforts pour gérer autrement, nos conquêtes »

démocratiques, revient à châtrer notre pays d'une force de créativité » considère le dirigeant de la Section Economique du PCF.

Et Paul Boccara montre combien les créations contemporaines originales des communistes français rejoignent l'identité fondatrice du parti communiste : « le parti communiste est né pour la paix, contre l'opportunisme social-démocrate soutenant les intérêts capitalistes, pour le soutien d'une république de soviets (conseils). L'attraction de ce « conseilisme » était très importante pour la classe ouvrière et le mouvement ouvrier français. Aux origines du PCF il a y notamment le syndicalisme révolutionnaire (rejeté comme anarcho-syndicalisme sous la pression stalinienne) avec Monmousseau, Pierre Sémard, les syndicats de cheminots que Jaurès admirait parce qu'ils voulaient faire la révolution depuis l'entreprise en développant leurs interventions dans un sens autogestionnaire ; et ce sont aussi les intellectuels critiques d'avant-garde, avec les surréalistes français Aragon, etc. »

Cette identité communiste s'exprime aujourd'hui dans l'affrontement avec les solutions capitalistes en particulier par rapport aux défis de la social-démocratie sur les enjeux cruciaux pour l'issue à la crise que sont l'autogestion, la mixité et la coopération internationale. Pour Paul Boccara « le débat parlementaire public et pluraliste est une conquête démocratique bourgeoise, mais il ne suffit pas : il faut aller plus loin avec la décentralisation, l'intervention des travailleurs dans les gestions et leurs concertations ». « La social-démocratie n'offre pas de modèle satisfaisant pour résoudre dans l'intérêt de tous les travailleurs et des peuples, les problèmes de maîtrise du marché et des structures mixtes », dit Philippe Herzog : « les modèles sociaux-démocrates sont en crise à l'Ouest. Les partis socialistes n'ont jamais rien fait avancer seuls. Les droits sociaux et démocratiques n'y ont été acquis que dans des rapports d'union où les travailleurs en lutte et les partis communistes jouaient le rôle d'impulsion essentiel. Pour les pays d'Europe centrale, le schéma que veulent imposer

les puissances capitalistes n'est pas celui de la Suède, mais il est d'en faire des satellites semi-développés et dominés ».

« Alors que la crise d'efficacité des solutions étatistes primitives et pseudo-protégées est flagrante, l'enjeu du bras de fer sur la mixité n'est pas une solution technocratique de mixité socialiste, mais au contraire la poussée des exigences de prédominance sociale, de conquêtes de droits sociaux d'intervention autogestionnaires, y compris dans le privé ».

Cette identité révolutionnaire éclaire le contenu du soutien du PCF à la perestroïka, que Philippe Herzog explicite au cours du débat avec l'assistance. « Nous soutenons la perestroïka en premier lieu parce que le diagnostic porté par M. Gorbatchev le conduit à affirmer très fortement la nécessité d'une autre révolution. Il ne se paie pas de mots sur la gravité de la crise, il en propose une analyse de fond en mettant en cause l'étatisme et la commande administrative. Il cherche des solutions associant progrès démocratiques, recherche d'une efficacité économique supérieure, et modernisation technique. Deuxièmement, ce n'est pas seulement une tentative de

changement par le haut : les dirigeants du PCUS font appel à une vie politique plus riche et recherchent l'appui d'un mouvement social. Enfin, nous soutenons le changement de stratégie internationale de l'URSS dans la voie du désarmement, de l'entente et de l'ouverture. Cela dit nous n'avons pas à importer de modèles : si nous avons beaucoup à apprendre de ce qu'ils cherchent, l'inverse est également vrai, car nous avons l'expérience de la théorie et des luttes dans un pays capitaliste développé et ouvert, nous avons réalisé des avancées théoriques et pratiques sur les questions de maîtrise du marché, sur l'économie mixte et sur les systèmes de coopération. Il y a une identité communiste française sur la coopération et la construction de l'Europe ».

« En somme, conclut Philippe Herzog, notre meilleur soutien à la perestroïka n'est pas de dire "amen" ni d'importer un modèle qui d'ailleurs se cherche. Notre devoir, notre identité de communistes, est de mieux être nous-mêmes, avec notre créativité, et en nous tournant avec audace vers les enjeux de coopération internationale nouvelle. »

Compte-rendu : Jean-Marie Dano

### Pathétique ? Appassionata ? L'art de la fugue...

Dans *L'Expansion* du 21 décembre dernier, Jean Boissonnat consacre, sous le titre « Pathétique », deux colonnes au débat d'Economie et Politique. Il y réexpose avec quelque autosatisfaction ses arguments sur « l'effondrement du communisme » et ne retient de ce qu'ont dit ses interlocuteurs que ceci : « *Philippe Herzog me répond que le Parti communiste français a rompu depuis longtemps (?) avec ce "modèle" et m'oppose un système bizarre dans lequel on pourrait voir une variante "de gauche" de la social-démocratie à moins qu'il ne s'agisse d'une utopie pour regonfler les militants* ».

Jean Boissonnat ne cite même pas la présence de Paul Boccara et alors que le débat a été de bout en bout passionné et foisonnant d'apports vifs et éclairants, il ne retient que « *prudence et application* » des dirigeants communistes, croyant entendre dans l'intervention introductive de Philippe Herzog les propos « *d'un prélat dans l'Eglise du temps de Pie XII* ». Et dans la vivacité du débat avec la salle, il n'y aurait eu que « *désarroi* »... alors que l'attention soutenue de l'assistance témoignait aussi de l'intérêt de celle-ci pour les apports théoriques et politiques des économistes communistes.

Jean Boissonnat persiste à fuir le débat sur les enjeux de transformation et d'efficacité sociales, de coopération sans domination. La confrontation d'idées et d'analyses sur ces enjeux, comme sur la crise des pays ayant engagé de premières tentatives de voies non capitalistes, est vitale pour les communistes qui doivent développer de nouvelles conceptions du socialisme. Ces efforts de créativité doivent être poursuivis et enrichis. Economie et Politique entend continuer à y contribuer.

J.-M. D.